

L'Union ménage Theresa May

“Je ne sais pas si c'est [le Brexit] pour lequel les gens ont voté.”

Donald Trump

En marge du sommet de l'Otan et à la veille de sa visite au Royaume-Uni, le président américain a exprimé des doutes quant à la proposition de la Première ministre britannique Theresa May de conserver les relations commerciales les plus étroites possible entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. *“Les gens ont voté pour rompre [les liens avec l'UE] alors je pensais que c'est ce qu'ils [le gouvernement britannique] feraient, mais ils semblent prendre une route légèrement différente.”*

Les vingt-sept et les institutions européennes se sont soigneusement gardés d'émettre des critiques sur le Livre blanc publié ce jeudi par le gouvernement britannique, qui décrit la vision de Londres sur l'avenir des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne après le Brexit. Les négociateurs européens et les capitales de l'Union veulent se donner le temps d'analyser le document de 104 pages avant de se prononcer. Mais il importe également à leurs yeux de ne pas briser le fragile élan britannique, après des mois d'enlisement des négociations, ni de fragiliser plus encore la Première ministre Theresa May, confrontée à une majorité récalcitrante, au sein de laquelle les partisans d'une rupture sèche des relations avec l'Union donnent de la voix.

Une avancée, mais beaucoup de points à clarifier

Aussi, de ce côté-ci de la Manche et en Irlande, les réactions au Livre blanc britannique ont été mesurément positives, à défaut d'être franchement enthousiastes. *“Nous allons à présent analyser ce Livre blanc avec les Etats membres et le Parlement européen, à la lumière des lignes directrices du Conseil européen. [...] Je me réjouis [de la reprise] des négociations avec le Royaume-Uni la semaine prochaine”,* a sobrement commenté le négociateur en chef du Brexit pour l'Union, Michel Barnier, via son compte Twitter. *“Même s'il y a des choses à clarifier, c'est assez positif que les Britanniques expriment leur volonté de rester proches du continent. Cela facilitera la vie à tout le monde”,* se félicite une source européenne. Le comité de pilotage sur le Brexit du Parlement européen se réjouit pour sa part que Londres se déclare en faveur d'un accord d'association avec l'Union. Les propositions avancées dans le Livre blanc britannique ne sont cependant pas de nature à lever tous les problèmes et ne répondent pas à toutes les questions, loin de là. *“Ce n'est pas précis, et il reste beaucoup de choses à préciser”,* glisse une source diplomatique.

Certaines idées avancées par le gouvernement britannique dans le document n'ont aucune chance d'être approuvées par l'Union. Il en va ainsi de l'arrangement douanier proposé par les Britanniques: *“il serait inacceptable que les douaniers britanniques contrôlent les produits à destination de l'Union qui entrent sur leur territoire”,* comme le suggère Londres, avertit le premier interlocuteur européen. Que les Britanniques désirent conserver la libre circulation des biens, en conservant

■ Le Royaume-Uni a présenté sa vision de l'avenir de ses relations avec l'UE après le Brexit.

■ Theresa May veut que ces relations restent les plus étroites possible, ce qui la fragilise, à Londres.

■ Les Européens se gardent de se montrer d'emblée trop critiques.

un ensemble de règles communes avec l'UE tout en gardant leur autonomie législative pour ce qui touche aux services, laisse également les Européens dubitatifs. Par ailleurs, le Royaume-Uni ne doit guère entretenir d'espoir de pouvoir rester dans Europol et Eurojust. Maintenir une coopération étroite dans le domaine judiciaire et de la sécurité, oui, mais pas sur les mêmes bases, avait précisé M. Barnier, en juin.

Les lignes rouges de Londres s'estompent peu à peu

Enfin, si les Européens se félicitent que Londres ait enfin exposé une position étoffée sur sa future relation avec l'Union, ils insistent sur le fait que la priorité est de conclure l'accord de retrait d'ici octobre, afin que le Royaume-Uni puisse sortir de l'Union en bon ordre, le 30 mars 2019. De plus, l'accord de retrait est une condition préalable à la période de transition de 21 mois qui permettra aux deux parties de s'adapter à la nouvelle donne. *“Juridiquement, avoir un accord sur les grandes lignes de la future relation n'est pas nécessaire”,* rappelle une autre source européenne, tout en admettant que ça est politiquement pour Theresa May. *“Elle en a besoin pour faire passer la pilule des concessions faites dans le cadre du retrait”,* complète l'eurodéputé vert Philippe Lamberts, membre du groupe de pilotage sur le Brexit du Parlement européen. *“Le document comporte suffisamment d'ambiguïté pour permettre une négociation”,* poursuit le Belge.

Toute la question est de savoir si le gouvernement britannique considère les propositions du Livre blanc comme une offre à prendre ou à laisser. *“Nous estimons que c'est un bon deal, défend une source britannique, sans s'avancer plus loin. On ne sait pas si May dispose encore d'une marge de négociations. Les démissions de Davis et Johnson (respectivement secrétaire d'Etat au Brexit et ministre des Affaires étrangères, Ndlr) facilitent la discussion au sein de son gouvernement, mais donnent aussi du poids à l'aile dure de son parti, qui ne manquera pas de se manifester avant le congrès des Tories à l'automne”,* note une des sources européennes. Le risque d'une sortie du Royaume-Uni sans accord avec l'Union et donc d'un Brexit désordonné n'est pas écarté. Loin de là, *“il y aura encore d'autres concessions britanniques”,* prédit pour sa part Philippe Lamberts. *“Quand on observe la trajectoire des positions de Theresa May, on constate que le gouvernement britannique accepte la réalité, morceau par morceau.”*

Olivier le Bussy

**“Quand on observe
la trajectoire
de Theresa May,
on constate que
le Royaume-Uni
est en train
d’avaloir le principe
de réalité, morceau
par morceau.”**

Philippe Lamberts

Eurodéputé vert et membre du
comité de pilotage sur le
Brexit du Parlement européen.

Londres fait un pas vers l'UE et s'éloigne des Brexiteurs durs

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

A la veille du deuxième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Theresa May, le gouvernement britannique a enfin publié son livre blanc sur la future relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Ce rapport très attendu présente la base de négociations de Londres quant à sa relation avec l'Union après le Brexit. Dans l'introduction de ce document de 104 pages, la Première ministre appelle *“au pragmatisme et au compromis des deux côtés”*, après la tension provoquée par les désaccords sur nombre de propositions, jugées *“inacceptables par l'autre, ce qui est inévitable en négociations. Nous avons donc fait évoluer nos propositions, tout en continuant à adhérer à nos principes [...] et à ceux de l'UE”*. Le livre blanc se présente en quatre parties : le partenariat économique, le partenariat sécuritaire, les autres coopérations et les arrangements institutionnels.

1 Maintien d'une relation économique étroite et “partenariat douanier”

Comme Theresa May l'a maintes fois répété, elle entend développer *“une relation économique profonde et large avec l'UE qui maximise la prospérité future (...) et minimise la perturbation du commerce entre le Royaume-Uni et l'UE, protégeant les emplois et les conditions de vie, tout en pouvant profiter des occasions de faire du commerce dans l'ensemble du globe”*. Pour ce faire, *“le gouvernement propose la création d'une zone de libre-échange pour les biens”*, sans quota ni tarif douanier. Elle *“protégerait les chaînes d'approvisionnement [...] et empêcherait le besoin d'une frontière*

physique entre l'Irlande du Nord et l'Irlande” – le principal point d'achoppement pour la conclusion de l'accord de retrait avec l'UE. Londres appelle également à la mise en place *“d'arrangements destinés aux services”*, plus ambitieux que des systèmes d'équivalence, tout en insistant sur la volonté de Londres de conserver son autonomie législative dans ce domaine. Quitte, en cas de divergences, à voir se réduire l'accès au marché européen.

En présentant le document devant la Chambre des Communes, jeudi après-midi, Dominic Raab, le remplaçant de David Davis à la tête du ministère en charge de la sortie de l'Union, a voulu répondre à l'une des principales préoccupations des Brexiteurs. Ceux-ci estiment qu'en raison du maintien d'*“un ensemble de règles communes”*, le Royaume-Uni *“se dirigerait véritablement vers le statut de colonie”*, comme l'avait écrit l'ex-ministre des Affaires étrangères Boris Johnson dans sa lettre de démission lundi. *“Nous aurons des dialogues et des consultations approfondies à propos de la formulation et les changements de ces règles, donc nous aurons la chance de les influencer”*, a expliqué M. Raab. *“Et c'est le Parlement qui aura ce pouvoir. On ne peut donc pas dire que nous recevrons les ordres”* de l'Union européenne.

Le Royaume-Uni, qui veut quitter l'Union douanière pour pouvoir conclure ses propres accords commerciaux, présente l'idée *“d'un arrangement douanier simplifié”*. Pour éviter les frictions dans le commerce des biens avec l'UE, il propose de contrôler les marchandises à destination de l'Union entrant sur son territoire et d'en collecter les droits de douane, pour l'Union, une solution qui est jugée impraticable par

les Européens.

2 Pas de visa pour les citoyens européens

Si le document indique que le Brexit signifiera la fin de la liberté de circulation des personnes, le gouvernement entend pouvoir continuer à attirer *“les plus brillants et les meilleurs citoyens de l'UE et d'ailleurs”*. Les citoyens de l'UE n'auront *“pas besoin de visa pour le tourisme et les activités professionnelles temporaires”*. Theresa May semble vouloir garder l'option d'accorder aux citoyens de l'UE un accès privilégié au Royaume-Uni, mais Dominic Raab est d'un autre avis. Il a rejeté la possibilité d'une *“discrimination”* positive à l'égard des Européens, *“qui, en termes de volume, de critères ou d'approche, sont traités de manière totalement différente que ceux du reste du monde”*.

3 Un mécanisme de gouvernance et de dialogue permanent

Le gouvernement britannique est favorable à la mise en place d'un accord d'association avec l'UE et d'un dialogue permanent entre les deux parties. Il propose la création d'un mécanisme indépendant de règlements des différends. Malgré l'assurance des autorités que la juridiction de la Cour de justice de

l'Union européenne ne sera plus d'application outre-Manche, les experts juridiques assurent en chœur que le document dit exactement le contraire. Voilà un autre motif de friction majeur à venir.

Le plan présenté par Theresa May est en tout cas parvenu à attirer les critiques de toutes parts, surtout de la part de ceux favorables à une rupture totale avec l'UE. L'un de leurs meneurs, le député Jacob Rees-Moog, estime qu'*“il ne respecte pas le résultat du référendum”*. Le groupe de pression Leave means Leave le compare à *“une complète capitulation”* qui aboutit à placer *“l'UE dans une position de négociation très solide”*.

Les partisans
d'un Brexit “dur”
hurlent
à la “capitulation”.